

**PROCES VERBAL**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2025**

**Date de convocation : le 9 décembre 2025**

**Date de transmission du dossier relatif au budget primitif 2026 : le 2 décembre 2025**

L'an deux-mille vingt-cinq, le 15 décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Salle du Grand Veneur en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste ROUSSEAU, Maire de Soisy-sur-Seine

**Étaient présents** : M. ROUSSEAU, Maire

Mme PETITDIDIER, M. DERLET, Mme FAURIANT, M. TOURNOIS, Mme DUMONTAUD SEURE, M. FRANCHI, Mme HEINTZ, Mme PIRY-RUIZ, M. DE OLIVEIRA, M. FERTE, Mme LE GRILL, M. REGENT, Mme BACHELET, Mme COUSIN, M. CHAUVET, M. GAMBIN, Mme CAUSERET,

**Étaient excusés** : M. RHEIN (pouvoir à M. TOURNOIS), Mme ROBIN (pouvoir à Mme HEINTZ), M. DELPIRE (pouvoir à Mme LE GRILL), Mme PRIESS (pouvoir à Mme FAURIANT), Mme MBAGA (pouvoir à Mme PETITDIDIER), M. GALEOTTA (pouvoir à Mme DUMONTAUD SEURE), Mme COURTELLEMONT (pouvoir à M. DERLET)

**Étaient absents** : Mme PICARD, M. CHOTARD, M. VIORRAIN, M. BELO

**Secrétaire** : Mme BACHELET

**Conseillers** :    En exercice :  
                         Présents : 18  
                         Pouvoirs : 7  
                         Votants : 25

**Quorum** : 15

## **ORDRE DU JOUR :**

1. Désignation du secrétaire de séance
2. Approbation du procès-verbal de la séance du 24 novembre 2025,
3. Information sur les décisions prises par le Maire en application de l'article L2122-22 du CGCT
4. Renouvellement de la convention territoriale globale (CTG) avec la CAF de l'Essonne
5. Convention relative à la mise en place d'un projet éducatif territorial (PEDT) et d'un plan mercredi
6. Mise à jour du tableau des effectifs
7. Adhésion à la convention de participation proposée par le CIG Grande Couronne – Risque santé, et fixation de la participation employeur
8. Mise à disposition du stand de tir « La cible de Soisy » et mise à disposition de moniteurs en maniement des armes
9. Maison médicale – Acceptation dérogation au délai de préavis
10. Régularisation d'amortissements de subventions
11. Autorisation d'ouverture d'un compte à terme
12. Vote des taux d'imposition 2026
13. BP 2026
14. Questions diverses

## **APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 24 NOVEMBRE 2025**

Le conseil municipal approuve le procès-verbal de la séance du 24 novembre 2025 qui lui est présenté.

*Arrivée de Mme CAUSERET à 20h41*

## **PRESENTATION DES DECISIONS DU MAIRE**

Le Maire rend compte des décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil municipal.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du Maire PREND ACTE de la présentation de ces décisions.

N°	Date décision	Nature	Objet	Titulaire	Montant H.T.
2025-088	05/11/2025	Convention	Convention de réciprocité entre la commune de Lisses et la commune de Soisy-sur-Seine relative à la prise en charge des frais de restauration	Commune de LISSES	Réciprocité pour la prise en charge des frais de restauration pour les enfants accueillis en section ULIS
2025-094	10/11/2025	Convention	Convention de prise en charge des frais de scolarité entre la commune de Lisses et la commune de Soisy-sur-Seine pour des enfants scolarisés en école élémentaire, section ULIS	Commune de LISSES	850 € par enfant (2 enfants de Soisy scolarisés à Lisses = 1700 €)
2025-096	10/11/2025	Convention	Organisation d'une manifestation « Fête du jeu » du 18 au 23 novembre 2025	Association 1.2.3 Soleil	Du mardi 18 au dimanche 23 novembre 2025 pour un coût de 7 500,00 € TTC
2025-097	10/11/2025	Convention	Convention d'objectifs et de financement avec la CAF Subvention de soutien aux séjours de vacances	CAF Essonnes	La Convention est fixée du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.
2025-100	24/11/2025	Convention	Signature de la Convention d'objectifs et de financement avec la CAF - Subvention ALSH Extrascolaire Complément exclusif	CAF Essonnes	La Convention est conclue du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030. Versement de la subvention ALSH Extrascolaire
2025-101	24/11/2025	Contrat	Contrat n°2025-13C fourniture et livraison de colis de Noël 2025 pour les séniors de la Commune de Soisy-sur-Seine	FLEURON DE LOMAGNE	Le contrat est conclu à compter de sa date notification au titulaire jusqu'à la fin des prestations. Colis pour une personne 16,22 € HT soit 17,20 € TTC Colis pour un couple 20,93 € HT soit 22,20 € TTC. Total commande : 8 324 €
2025-102	24/11/2025	Bail professionnel	Contrat de bail professionnel conclu pour le cabinet n°4 de la Maison Médicale de Soisy sur Seine	DR DIALLO	Bail professionnel conclu à partir du 22 décembre 2025 pour une durée de 6 ans renouvelable. Le loyer mensuel s'élève à 697,28 € et que les charges seront calculées à partir de la grille tarifaire adoptée par rapport aux mètres carrés loués, et que les provisions sur charges seront régularisées chaque semestre selon les dépenses effectives.

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) AVEC LA CAISSE  
D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'ESSONNE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 214-1,

**Vu** la délibération du Conseil municipal N°2021-48 du 22 novembre 2021 relative à la Convention Territoriale Globale (CTG) 2021-2024,

**Considérant** que la CTG a été prolongée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2025,

**Considérant** que la Convention Territoriale Globale (CTG) vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre et le versement des financements,

**Considérant** que la précédente convention est arrivée à terme et qu'il convient de la renouveler,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver les termes de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2026-2030.

**ARTICLE 2 :**

Autorise M. le Maire à signer ladite convention et tous les documents s'y rapportant.

**ARTICLE 3 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

---

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN PROJET EDUCATIF TERRITORIAL (PEDT) ET  
D'UN PLAN MERCREDI**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-4-1 et suivantes,

**Vu** le décret n°2016-1051 du 1er août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre,

**Vu** le code de l'Education notamment les articles L521-1 à L521-4, L. 551-1, et D521-1 à D521-13,

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L227-4, R.227-1, R.227-16 et R.227-20,

**Considérant** que le précédent Projet Educatif de Territoire (PEdT) est arrivé à son terme,

**Considérant** la validation du PEdT Plan Mercredi 2025-2030 par le Groupe d'Appui Départemental composé de représentants de la Caisse d'Allocation Familiales, de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de l'Education Nationale,

**Considérant** les axes majeurs de la charte de qualité du Plan Mercredi dont le respect est nécessaire afin d'obtenir la labellisation :

- Axe 1 : veiller à la complémentarité des temps périscolaires du mercredi avec les temps familiaux et scolaires
- Axe 2 : assurer l'inclusion et l'accessibilité de tous les enfants souhaitant participer à l'accueil de loisirs, en particulier des enfants en situation de handicap
- Axe 3 : inscrire les activités périscolaires sur le territoire, en relation avec ses acteurs et les besoins des enfants
- Axe 4 : proposer des activités riches et variées en y associant des sorties éducatives et en visant une réalisation finale

**Considérant** les projets de PEdT, de Plan Mercredi, la convention afférente et la Charte de qualité annexés à la présente délibération,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver la convention du PEDT et le volet spécifique « Plan Mercredi », joints en annexe,

**ARTICLE 2 :**

D'autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à la Présente délibération et notamment le PEdT, le Plan Mercredi, la Charte de qualité et les conventions afférentes.

**ARTICLE 3 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSEE PAR LE CIG GRANDE COURONNE –  
RISQUE SANTE ET FIXATION DE LA PARTICIPATION EMPLOYEUR**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** le Code des Assurances, de la Mutualité et de la Sécurité Sociale,

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**Vu** l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

**Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

**Vu** la Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics,

**Vu** le décret n° 2011-1474 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**Vu** la Circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**Vu** la décision de la collectivité de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne (CIG),

**VU** l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 juin 2023,

**Vu** la délibération n°2023-26 du Conseil d'Administration du CIG en date du 07 juillet 2023 relative au choix des attributaires et autorisant le Président à signer les conventions de participation Prévoyance et Santé 2024-2029 ainsi que tous les documents contractuels y afférent,

**Considérant** l'avis du Comité Social territorial du 2 décembre 2025,

**Considérant** que les résultats du sondage réalisé auprès de l'ensemble des agents ont montré une préférence pour recourir au conventionnement avec le Centre de gestion afin de bénéficier des tarifs préférentiels et d'une couverture intéressante,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé, c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité.

Pour ce risque :

- La participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le CIG.
- Le niveau de participation est fixé à hauteur de 15€ par agent et par mois.

**ARTICLE 2 :**

Prend acte que l'adhésion à la convention de participation donne lieu à une contribution aux frais de gestion du CIG d'un montant annuel de 200 € pour l'adhésion à la convention santé pour une collectivité de 50 à 149 agents.

**ARTICLE 3 :**

D'autoriser le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation Santé et tout acte en découlant.

**ARTICLE 4 :**

D'autoriser le Maire à signer la convention de mutualisation avec le CIG.

**ARTICLE 5 :**

De prévoir l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**DELIBERATION 2025/74**

**Rapporteur : Elisabeth PETITDIDIER**

**MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-21 ;

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1 ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 2 décembre 2025 ;

**Considérant** qu'il revient au conseil municipal de déterminer l'effectif des emplois, à temps complet ou non complet, nécessaires au fonctionnement optimal des services municipaux ;

**Considérant** l'importance de procéder à une mise à jour régulière du tableau des effectifs, notamment lors des départs en retraite des agents, afin d'assurer sa conformité avec la réalité des services, ainsi que pour pallier l'absence de certaines délibérations antérieures ;

**Considérant** qu'il convient de modifier les temps de travail des professeurs de musique et des adjoints d'animation intervenants sur les temps périscolaire ;

**Considérant** l'avis favorable du Centre interdépartemental de gestion (CIG) concernant la promotion interne d'un agent au grade d'agent de maîtrise ;

**Considérant** que la rémunération des agents s'effectuera conformément à la grille indiciaire associée à leur grade de recrutement ;

**Considérant** que l'accès au grade d'éducateur de jeunes enfants sera subordonné à la détention du diplôme correspondant ;

**Considérant** la création du grade d'adjoint administratif, permettant la mutation d'un agent actuellement en disponibilité pour convenances personnelles ;

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

De créer les postes suivants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

Nombre	Grade	ETP
1	Adjoint administratif 35/35 <sup>ème</sup> (Intégration suite détachement)	1
1	Educateur de jeunes enfants 35/35 <sup>ème</sup> (Nouveau recrutement suite mutation)	1
1	Agent de maîtrise 35/35 <sup>ème</sup> (suite promotion interne)	1
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 13/20 <sup>ème</sup>	0.65
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 13.5/20 <sup>ème</sup>	0.68
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 6.17/20 <sup>ème</sup>	0.31
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 5.08/20 <sup>ème</sup>	0.25
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 4.5/20 <sup>ème</sup>	0.23
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 10.25/20 <sup>ème</sup>	0.51
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 4.75/20 <sup>ème</sup>	0.24
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 8.58/20 <sup>ème</sup>	0.43
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 4.17/20 <sup>ème</sup>	0.21
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 7.14/35 <sup>ème</sup>	0.20
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 7.74/35 <sup>ème</sup>	0.22
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 17.94/35 <sup>ème</sup>	0.51
3	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 6.14/35 <sup>ème</sup>	0.18



1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 26.58/35ème	0.76
---	--	------

## ARTICLE 2 :

De supprimer les postes suivants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

Nombre	Grade	ETP
1	Infirmière de classe normale 7/35 <sup>ème</sup> (nouveau poste créé en septembre)	0.2
2	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe 35/35ème (départ des agents)	1
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 16/20ème	0.80
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 7/20ème	0.35
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 5.5/20ème	0.28
2	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 11.25/20ème	0.56
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 3.92/20ème	0.20
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 8.75/20ème	0.44
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 4.33/20ème	0.22
1	Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe 5.58/20ème	0.28
2	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 6.97/35ème	0.20
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 11.56/35ème	0.33
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 17.85/35ème	0.51
3	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 5.96/35ème	0.17
1	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe 26.57/35ème	0.76

## ARTICLE 3 :

D'approuver la modification du tableau des effectifs

## ARTICLE 4 :

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

### Vote

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**MISE A DISPOSITION DU STAND DE TIR « LA CIBLE DE SOISY » ET MISE A DISPOSITION DE  
MONITEURS EN MANIEMENT DES ARMES**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la sécurité intérieure,

**Vu** la loi n°99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales,

**Vu** la loi n°2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique,

**Vu** l'arrêté du 03 août 2007 modifié en date du 14 avril 2017 relatif à la formation et à l'entraînement des policiers municipaux,

**Considérant** que dans le cadre de leur formation obligatoire, les policiers municipaux doivent suivre tous les ans deux séances d'entraînement au maniement des armes,

**Considérant** qu'au cours de ces séances, chaque agent de police municipale doit tirer au moins cinquante cartouches par an, pour les armes mentionnées aux a et b du 1° de l'article R.511-12 du code de la sécurité intérieure (CSI) et au moins quatre cartouches par an pour les armes mentionnées au c du 1° du même article, type « Flash Ball »,

**Considérant** que le stand de tir agréé FFTir et CNFPT « La Cible de Soisy » propose de mettre à disposition ses installations pour la réalisation de ces formations, pour une participation de 150 € TTC par an,

**Considérant** que la commune d'Evry-Courcouronnes met à disposition parmi ses agents des Moniteurs en Maniement des Armes certifiés par le ministère de l'Intérieur et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale,

**Considérant** qu'il est proposé que les agents de la police municipale réalisent leurs formations au stand de tir de l'association « LA CIBLE » de Soisy-sur-Seine et puissent bénéficier des Moniteurs en Maniement des Armes de la commune d'Evry-Courcouronnes,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'autoriser le maire à signer la convention pour l'utilisation du stand de tir agréé FFTir et CNFPT « La Cible de Soisy », ci-annexée.

**ARTICLE 2 :**

D'autoriser le maire à signer la convention cadre de mise à disposition de moniteurs au maniement des armes dans le cadre des formations à l'armement des policiers municipaux avec la commune d'Evry-Courcouronnes,

**ARTICLE 3 :**

Que les dépenses seront inscrites au budget pour l'année 2026.

**ARTICLE 4 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**DELIBERATION 2025/76**

**Rapporteur : François FRANCHI**

**ACCEPTATION DEROGATION AU DELAI DE PREAVIS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le bail signé avec Mme Stéphanie FOUCART, Infirmière en pratiques avancées, pour une durée de 6 années à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023,

**Vu** le courrier de Mme Foucart en date du 30 octobre 2025 informant la commune de sa décision de résilier son bail professionnel au 30 avril 2026 à l'issue du préavis de 6 mois,

**Considérant** que Mme Foucart souhaite mettre fin à son activité le 31/12/2025 et demande une dérogation au délai de préavis de 6 mois, afin que son bail commercial prenne fin au 31/12/2025,

**Considérant** que les revenus professionnels de Mme FOUCART à la maison médicale de Soisy-sur-Seine ne couvrent plus ses loyers et frais professionnels de la maison médicale de Soisy-sur-Seine,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'accepter de déroger à l'article 6 du contrat de bail à usage professionnel de Mme FOUCART et d'accepter la résiliation de ce dernier au 31/12/2025.

**ARTICLE 2 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN COMPTE A TERME**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22 3° et L.22122-23,

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1er janvier 2001 relative aux lois de finances,

**VU** la loi n°2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004,

**VU** le décret n°2004-628 du 28 juin 2004 portant application de l'article 116 de la loi de finances pour 2004 (2003-1311 du 30 décembre 2003) relatif aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**CONSIDERANT** que les collectivités territoriales sont soumises à l'obligation de dépôt de leurs fonds disponibles auprès de l'État, qui ne verse pas d'intérêts,

**CONSIDERANT** que toutefois les articles L.1618-1 et L.1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme les cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par un décret en Conseil d'État du 28 juin 2004,

**CONSIDERANT** que compte tenu des disponibilités dont bénéficie la commune, le recours à des produits de placements financiers permettrait de générer des produits financiers,

**CONSIDERANT** que les placements de trésorerie peuvent se réaliser selon les modalités suivantes :

- Ouverture d'un compte à terme auprès du Trésor Public (une collectivité pouvant détenir plusieurs comptes à terme)
- Acquisition de Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)
- Souscription de parts d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) composées exclusivement de titres émis ou garantis par l'État en Euro,

**CONSIDERANT** que les durées de placements sont proposées au choix de la collectivité et sont fonction des produits souscrits,

**CONSIDERANT** que si pour les comptes à terme et pour le BTF, les durées vont de 1 mois à 12 mois, les souscriptions de part d'OPCVM peuvent être infra mensuelles,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces produits de placement est donc à court terme,

**CONSIDERANT** que concernant les comptes à terme et les BTF, les taux sont fixés et garantis pour la durée du contrat au début de chaque mois par l'Agence France Trésor,

**CONSIDERANT** que lors de la souscription, la collectivité connaîtra donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance,

**CONSIDERANT** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

DE PROCÉDER à l'ouverture d'un compte à terme, auprès du Trésor Public afin de placer le produit de la vente à venir de la propriété sise au 5 Boulevard Aristide Briand dans l'attente de son utilisation définitive.

**ARTICLE 2 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'ouverture de ce compte à terme et de décider notamment de sa durée en fonctions des taux de rémunération en vigueur (dans la limite de 12 mois), ainsi que de son renouvellement éventuel.

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**DELIBERATION 2025/78**

**Rapporteur : Jean-Baptiste ROUSSEAU**

**REGULARISATION D'AMORTISSEMENTS DE SUBVENTIONS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** que la SGC d'Evry a informé la collectivité que des subventions ont été comptabilisées à tort comme amortissables alors que les biens ayant bénéficié de ces subventions ne l'étaient pas,

**Considérant** que certaines subventions devant au contraire faire l'objet d'amortissements n'ont pas été amorties,

**Considérant** que la correction d'erreurs sur exercice antérieur doit être neutre sur le résultat de l'exercice,

**Considérant** que pour assurer la neutralité de ces corrections, il est obligatoire de corriger les erreurs sur exercices antérieurs par opération d'ordre non budgétaire via le compte 1068, autant en débit qu'en crédit,

**Considérant** que ces opérations sont neutres budgétairement pour la collectivité et qu'elles n'auront aucun impact sur le résultat de fonctionnement et d'investissement,

**Considérant** que dans la délibération n° 2015-031 du 18 mai 2015, les comptes 2151 et 2128 ont été indiqués à tort comme amortissables,

**Considérant** l'avis des commissions réunies le 9 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'autoriser le SGC d'Evry à passer les écritures non budgétaires suivantes dont le détail est ci-annexé,

**ARTICLE 2 :**

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**DELIBERATION 2025/79****Rapporteur : Jean-Baptiste ROUSSEAU****TAUX D'IMPOSITION 2026**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L21121-29 et L2311-7,

**VU** le Code Général des Impôts et notamment les articles 1636 B *sexies* et 1636 B *septies*,

**VU** la délibération n°2025-69 du 24 novembre 2025 prenant acte du Débat d'orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2026 et se prononçant pour un maintien des taux d'imposition pour 2026,

**VU** la délibération n°2025-78 du 15 décembre 2025 approuvant le budget primitif 2026,

**VU** les taux pratiqués l'année précédente, à savoir :

Taxe foncière bâti	36,16%
Taxe foncière non bâti	37,39%
Taxe d'habitation	16,15%

**CONSIDÉRANT** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE UNIQUE :**

**DE FIXER** les taux d'imposition au titre de l'année 2026 comme suit :

Taxe foncière bâti	36,16%
Taxe foncière non bâti	37,39%
Taxe d'habitation	16,15%

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**BUDGET PRIMITIF 2026**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L21121-29 et L2311-7,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable de la nomenclature M57,

**VU** la délibération n°2025-69 du 22 novembre 2025 prenant acte du Débat d'orientation Budgétaire et de l'existence du rapport d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2026,

**CONSIDÉRANT** les crédits inscrits au titre du budget primitif pour l'exercice 2026 de la commune,

**CONSIDÉRANT** l'avis des commissions réunies le 8 décembre 2025,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**  
**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :**

**DE VOTER** le budget primitif 2026 pour la ville, tel qu'il est présenté et s'équilibrant ainsi qu'il suit :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	9 572 987 €	9 572 987 €
Investissement	2 079 516 €	2 079 516 €
<b>TOTAL</b>	<b>11 652 503 €</b>	<b>11 652 503 €</b>

**ARTICLE 2 :**

**DE PRÉCISER** que le présent budget a été voté conformément à l'article L2312-2 du Code général des Collectivités Territoriales, tant pour la section d'investissement que pour la section de fonctionnement et voté par nature.

**ARTICLE 3 :**

**DE PRÉCISER** que les différents votes ont donné les résultats suivants :

**SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Libellé de chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention
011	Charges à caractère général	2 363 500 €	25	0	0
012	Charges de personnel	5 636 200 €	25	0	0
014	Atténuation de produits	445 000 €	25	0	0
65	Autres charges de gestion courante	250 000 €	25	0	0
67	Charges exceptionnelles	5 000 €	25	0	0
68	Dotation aux provisions, dépréciation	10 000 €	25	0	0
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>8 709 700 €</b>			
023	Virement à la section d'investissement	213 287 €	25	0	0
042	Opérations d'ordre de section à section	650 000 €	25	0	0
<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>863 287 €</b>			
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>		<b>9 572 987 €</b>			

**SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT :**

Libellé de chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention
013	Atténuations des charges	45 000 €	25	0	0
70	Ventes de services, du domaine et ventes diverses	842 000 €	25	0	0
73	Impôts et taxes	1 142 676 €	25	0	0
731	Fiscalité locale	6 267 631 €	25	0	0
74	Dotations et participations	1 003 680 €	25	0	0
75	Autres produits de gestion courante	210 000 €	25	0	0
77	Produits exceptionnels divers	2 000 €	25	0	0
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>9 512 987 €</b>			
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	60 000,00 €	25	0	0
<b>RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>60 000,00 €</b>			
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>		<b>9 572 987 €</b>			



**SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT :**

Libellé de chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	179 500 €	25	0	0
204	Subvention d'équipements versées	100 000 €	25	0	0
21	Immobilisations corporelles	940 016 €	25	0	0
23	Immobilisations en cours	700 000 €	25	0	0
<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 919 516 €</b>			
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	60 000 €	25	0	0
041	Opérations patrimoniales	100 000 €	25	0	0
<b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>		<b>160 000 €</b>			
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>		<b>2 079 516 €</b>			

**SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT :**

Libellé de chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention
10 -	Dotations, fonds divers et réserves	203 000 €	25	0	0
13 -	Subventions d'investissement (hors 1068)	913 229 €	25	0	0
<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 116 229 €</b>			
021 -	Virement de la section de fonctionnement	213 287 €	25	0	0
040 -	Opération d'ordre de transfert entre sections	650 000 €	25	0	0
041 -	Opérations patrimoniales	100 000 €	25	0	0
<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>		<b>963 287 €</b>			
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>		<b>2 079 516 €</b>			

**ARTICLE 4 :**

D'AUTORISER le Maire à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre à l'intérieur de la section investissement ou fonctionnement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section (hors dépenses de personnel au chapitre 012)

**Vote**

POUR	25
CONTRE	0
ABSTENTION	0

En l'absence de questions diverses, la séance est close à 21h45

Jean-Baptiste ROUSSEAU



Maire de Soisy-sur-Seine

Anne-Françoise BACHELET

Secrétaire de séance

